

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Grande victoire du peuple chinois

Un facteur de paix

LA normalisation des relations sino-américaines constitue une grande victoire pour le peuple chinois. Il obtient des USA ce qu'il exigeait depuis longtemps : la reconnaissance de Taïwan comme partie intégrante du territoire de la Chine et le retrait des troupes américaines. Du même coup, plus rien ne s'opposait à ce que les relations entre les deux pays soient normalisées conformément aux cinq principes de la coexistence pacifique.

Contrairement aux accusations de bellicisme lancées jadis par les USA puis par Krouchtchev et ses successeurs, la Chine n'a en effet jamais refusé la coexistence pacifique et les relations avec les pays à régimes sociaux différents, y compris les USA.

En vérité, ce sont les USA qui, pendant de longues années, ont tenté de maintenir la Chine dans l'isolement et de la soumettre par un blocus politique, militaire et économique. Ce que la Chine a par contre, toujours refusé, c'est de sacrifier la lutte des peuples et des nations opprimées à la coexistence pacifique. C'est ainsi qu'elle a grandement contribué à la lutte contre la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme américain. Elle a notamment apporté un soutien considérable à la lutte des peuples vietnamien, lao et cambodgien ; dans les années 1950, elle a envoyé un million de volontaires combattre aux côtés du peuple coréen. Elle soutient aujourd'hui fermement l'exigence de réunification de la Corée à laquelle continue à s'opposer l'impérialisme américain.

Par cette attitude internationaliste, la Chine s'est acquise dans le monde et avant tout dans le tiers monde une popularité qui n'a pas peu contribué à briser le blocus américain. C'est ainsi qu'en 1971, elle retrouvait son siège à l'ONU contre la volonté de l'impérialisme américain. Peu après, c'est en vain que Nixon se voyait contraint de se rendre à Pékin pour rencontrer le président Mao, dirigeant d'un pays que l'impérialisme US avait vainement tenté d'asphyxier pour le dominer. Récemment, la Chine socialiste a encore consolidé sa position grâce à l'issue victorieuse de la Grande révolution culturelle prolétarienne.

(Suite page 3)
Jean QUERCY.

Voir en page 3 la déclaration de Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML, sur l'établissement des relations sino-américaines

- Les USA évacuent Taïwan
- Relations diplomatiques normales établies

Le président Houa répondant aux questions des journalistes, le 16 décembre.



L'ETABLISSEMENT de relations diplomatiques entre la Chine et les États-Unis marque l'échec de trente ans de politique américaine. Après avoir échoué dans ses tentatives de blocus de la Chine socialiste, après avoir été chassés par les peuples de la péninsule indochinoise fidèlement soutenus par la Chine, les USA sont aujourd'hui contraints d'évacuer Taïwan qu'ils occupaient militairement. C'est une grande victoire que remporte le peuple chinois et un démenti cinglant à tous ceux qui voulaient faire passer la Chine pour belliciste. N'a-t-elle pas accepté de nouer des relations diplomatiques normales avec les USA dès qu'ils ont renoncé à leur domination sur une partie de son territoire. Dans le contexte actuel où le danger de guerre mondiale s'accroît sans cesse, c'est aussi une grande contribution à la paix qu'apporte la Chine socialiste.

Des stagiaires Barre occupent des locaux de la direction du Travail

DEPUIS le 16 octobre, les jeunes participant au stage Barre, organisé par la Fédération Léo Lagrange, n'ont touché aucun salaire. On imagine les situations dramatiques que cela crée, en particulier pour les mères de famille, ne pouvant plus payer leur loyer. Et pourtant, les salaires sont plus que dérisoires : 400 F pour les moins de 18 ans ; 1 400 F pour les autres. Aussi les stagiaires ont-ils décidé d'agir pour être payés.

Vendredi 15, entre 70 et 80 stagiaires Barre ont occupé les locaux de la direction du travail et de la main-d'œuvre, 2, bis rue de Jussienne à Paris. Pour expliquer leur lutte aux employés, ils ont distribué un tract. Ces employés sont d'ailleurs eux aussi payés deux fois rien ! Ce sont des vacataires qui gagnent 1 300-1 400 F pour cinq heures par jour.

Les stagiaires, en occupant les locaux, exigeaient le paiement des salaires avant Noël. Un chef de service a d'abord tenté de rendre responsables

les « lenteurs administratives ». On refusait de satisfaire leur demande. Ils ont alors décidé de poursuivre l'occupation jusqu'à satisfaction. Finalement, la directrice départementale du travail et de la main-d'œuvre est venue négocier : il a été annoncé en fin d'après-midi que 35 millions seraient débloqués pour que les deux mois de salaire soient payés. Les paiements devaient avoir lieu ce lundi. Reste à voir l'application de cette promesse. De toute façon, les stagiaires de Léo-Lagrange poursuivent la lutte contre les conditions dans lesquelles se déroulent les stages Barre. Ils ont commencé à agir pour mettre en place une coordination des stagiaires Barre. Cette coordination rencontre de nombreuses difficultés car tout est fait pour qu'ils ignorent où se trouvent les autres stagiaires : ils sont pourtant environ 150 000 en France. Pour les contacter, téléphoner au 731-67-97, tous les matins, sauf le mercredi. Demander les gens de la pré-formation.

Contre les graves mesures antisociales Contre les licenciements dans la sidérurgie

Il faut passer à la riposte !

LES services centraux d'Usinor occupés à Trith-Saint-Léger après l'annonce des 10 000 licenciements dont la fermeture de Denain, grève et manifestation ce mardi à Longwy (5 000 licenciements) du groupe Usinor aussi : il est temps de passer à l'action contre le vaste plan de licenciements qui, à travers les 20 000 de la sidérurgie, va toucher, en fait, plus de 50 000 emplois !

Les salaires rognés de 1,25 à 2 % par les majorations des cotisations de la Sécurité sociale : une attaque sans précédent contre tous les travailleurs !

Il est temps de passer à l'action contre une offensive qui doit rassembler dans la riposte toute la classe ouvrière et tous les travailleurs !

Le patronat compte sans doute sur la « trêve » de fin d'année pour faire passer en douceur ce coup frontal et provocateur !

Il faut dire que les vagues précédentes, les multiples attaques portées contre les travailleurs par les plans successifs

du gouvernement Giscard-Barre n'avaient pas rencontré l'opposition et la riposte qui auraient été nécessaires : les directions des syndicats avaient alors tout centré sur les élections. En entraînant les travailleurs sur cette voie, ils n'avaient pas permis une telle riposte.

Il est temps, il est grand temps de renouer avec la voie de la lutte !

Nous appelons à soutenir toutes les actions entreprises dans le sens d'unir le plus largement tous les travailleurs contre les licenciements ;

Nous appelons à participer à la journée du 21 avec, toujours à l'esprit, d'unir le plus largement les travailleurs, de leur redonner confiance dans leur force et de faire de cette journée la préparation la plus efficace à l'action ultérieure pour l'annulation de la grave mesure gouvernementale concernant les cotisations de la Sécurité sociale !

Les travailleurs ne doivent pas payer la crise !

Jacques DUROC

LE MONDE EN MARCHÉ

A l'occasion de l'anniversaire de la mort de Saïda Menebhi

Manifestation pour la libération des prisonniers politiques au Maroc

IL y a un an, le 11 décembre 1977, la militante marxiste-léniniste Saïda Menebhi mourait à la suite d'une grève de la faim qu'elle menait avec ses camarades emprisonnées comme elle, pour protester contre la répression au Maroc. Saïda avait 26 ans, elle était syndicaliste de l'Union marocaine des travailleurs et la sœur de S. Menebhi, le président de l'Union nationale des étudiants du Maroc. Avec Mehdi Ben Marka et Abdelatif Zeroual, Saïda Menebhi est une des grandes figures de la lutte du peuple marocain contre le régime fasciste d'Hassan II. Plusieurs manifestations ont commémoré cet anniversaire de la mort de Saïda. Dans les prisons marocaines, les détenus politiques ont entamé le 12 décembre une nouvelle grève de la faim. En France, l'UNEM a organisé une semaine de lutte contre la répression au Maroc. Les étudiants marocains exigent la libération de tous les détenus politiques marocains et, en particulier celle de la direction de l'UNEM et d'Abraham Serfaty.



Saïda Menebhi

Témoignage

En novembre 1976, 139 militants marxistes-léninistes sont détenus de façon arbitraire dans les geôles d'Hassan. Pour obtenir d'être jugés, ils décident le 15 novembre d'organiser une grande grève de la faim. Ils sont en effet arrêtés depuis trois ans pour certains, sans jamais avoir été jugés. Leur camarade Abdelatif Zeroual est mort sous la torture.

Un ancien détenu donne témoignage de cette grève de la faim à laquelle il a participé et qui s'est terminée sur une victoire. Le régime a dû organiser un procès public où ces prisonniers ont jeté la lumière sur la répression au Maroc : « La prison de Casablan-

ca, derrière la route de Médiouna, c'est un monde immense ; droits communs et politique, on y rentre par centaines, on y stagne des années ou la vie toute entière ; on vous y oublie.

La prison, c'est la cellule petite, haute et sombre comme un puits ; un peu de jour tombe du haut ; dans un coin, les toilettes ; un trou félide et un robinet ; la nuit, les rats en sortent et les cafards par milliers. C'est la grille qu'on ouvre pour la soupe, pour la demi-heure de promenade dans la cour, pour la visite hebdomadaire de quelques minutes, dans un parloir plein de bruit et de gens, coupé en deux par le double grillage. C'est le mépris des gardiens, les brimades de

Seban, le gardien-chef.

La grève de la faim, c'est une lutte politique : la décision prise en commun malgré la consigne, la lettre qu'on écrit au directeur de la prison et au procureur général Chorfi, avec les revendications et les objectifs.

La grève de la faim, c'est le silence et la solitude. Le quartier est isolé, la lourde porte refermée sur la grille ; la cellule est murée, hormis le guichet. Jour après jour, on s'affaiblit ; plus personne n'ouvre la porte, plus de visite, plus de famille, plus d'avocat, de promenade, plus rien ; une couverture et l'eau du robinet ; le froid, le noir, la faiblesse qui grandit. Pas de médecin ni d'infirmier. Les uns après les autres, c'est l'évanouis-

sement, la syncope. Lorsqu'ils s'en aperçoivent, les camarades frappent les murs, crient, appellent ; lorsqu'on est tout seul dans sa cellule, personne ne s'en aperçoit...

En novembre 1976, nous sommes retrouvés à l'hôpital Averroes de Casablanca, après dix-huit jours de grève.

Dans les grande salles, les forces de l'ordre sont partout avec leurs armes : aux fenêtres, aux portes, dans les couloirs.

On nous apprend que nous avons gagné : après quinze mois de torture dans les lieux secrets de détention, après douze mois de prison préventive, on nous présentera devant nos juges, à Casablanca, le 3 janvier 1977. »

Après l'incendie du dépôt pétrolier

La loi martiale étendue à Salisbury

APRES la victoire spectaculaire qu'ont remportée les guérilleros du Front Patriotique en incendiant lundi soir le principal dépôt d'essence de Rodhésie, à Salisbury, le gouvernement raciste de Smith vient de décider d'étendre la loi martiale aux villes, la capitale comprise. C'est désormais l'ensemble du pays qui est sous ce régime, avec le plus flagrant de la faiblesse du gouvernement raciste de Smith.

L'incident était intervenu lundi soir après que des combattants zimbabwés aient attaqué à la roquette le dépôt situé à trois kilomètres du centre de Salisbury. Malgré

l'intervention rapide d'artificiers et l'appel à un avion sud-africain qui devait amener de la mousse spéciale, l'incendie n'a pu être maîtrisé avant trente-six heures et la destruction de plusieurs millions de litres de carburant contenus dans vingt-deux réservoirs.

Cette opération, dont le coût s'est soldé à dix millions de dollars pour les racistes et les compagnies Shell, BP et Total prouve que les combattants zimbabwés peuvent, ainsi que l'affirmait un représentant de la ZANU récemment à Paris, choisir aujourd'hui leur cible à volonté et frapper où ils veulent et quand ils veulent le régime raciste de Smith.



L'incendie du dépôt de carburant de Salisbury ; jamais les patriotes n'avaient frappé autant au cœur le régime blanc

La Roumanie refuse de plier devant Moscou

MARDI, s'est ouverte à Sofia, en Bulgarie, une conférence politique organisée sous l'égide de Moscou. Elle réunit soixante-treize partis communistes. Le but de cette conférence est d'insister sur la nécessité de se plier aux propositions soviétiques du Pacte de Varsovie trois semaines plus tôt et de faire pression sur la Roumanie qui a refusé de s'associer à ces exigences de Moscou.

Cette conférence est l'occasion pour l'URSS et ses fidèles collaborateurs de lancer de violentes attaques contre la Chine. Jivkov, le premier secrétaire du Parti bulgare, reprenant les thèses soviétiques, a déclaré que la « direction chinoise, non seulement ne dissimule plus, mais élève ses préparatifs de guerre au rang de politique d'Etat ».

Ponomarev, le responsable soviétique des questions internationales, est allé plus loin : « Les intentions de certains pays occidentaux de livrer des armes à la Chine provoquent le danger du déclenchement d'une troisième guerre mondiale ».

L'URSS, qui accroît considérablement chaque année son potentiel militaire, qui consacre 15 % de son produit national brut à cette fin, qui se sert de Cuba et du Vietnam pour étendre son influence en Afrique et en Asie, qui masse des milliers de soldats le long de la frontière avec l'Europe ; c'est ce pays, cette superpuissance impérialiste qui accuse la Chine de vouloir provoquer une troisième guerre mondiale. La Chine, qui n'a pas un soldat en dehors de ses frontières et qui se refuse à toute intervention en territoire étranger.

Ponomarev, après avoir déblaté ses attaques contre la Chine, a déclaré que la politique chinoise actuelle « contraint le Pacte de Varsovie à prendre les mesures correspondantes pour renforcer son potentiel de défense ».

Ainsi, le « danger chinois » est l'argument trouvé par Moscou pour demander aux pays du Pacte de Varsovie une augmentation du budget militaire des pays membres, et une coordination de ses budgets militaires, pour exiger la création d'un organisme militaire de très haut niveau dont les attributs seraient beaucoup plus importants que ceux qui existent à l'heure actuelle. Enfin, l'URSS proposait également une extension des pouvoirs du Pacte de Varsovie l'autori-

sant à intervenir en dehors des frontières européennes. Il s'agit pour l'URSS de pouvoir se servir des troupes des pays de l'Est comme chair à canon pour sa politique agressive. En fait, c'est ce qui se passe déjà, ce sont des troupes du Pacte qui, depuis des mois, mènent la guerre contre le peuple érythréen.

L'URSS veut rendre systématique ce type d'intervention et répartir les frais de telles expéditions entre les Etats membres du Pacte.

Lors de cette réunion du Pacte de Varsovie, la Roumanie a refusé en bloc toutes ces propositions. A cette occasion, elle a affirmé sa volonté, d'indépendance vis-à-vis de Moscou. Ceausescu a répondu aux Soviétiques : « La nécessité d'asseoir fermement la collaboration militaire (au sein du Pacte) sur les principes sacrés de l'indépendance et de la souveraineté nationale, chaque année étant subordonnée exclusivement à la direction du pays considéré... « Nous n'avons jamais cédé et nous ne céderons jamais à personne le droit d'engager l'armée roumaine dans une action militaire... « Nous ne pourrions jamais accepter qu'une unité ou un soldat de l'armée roumaine obéisse aux ordres venus de l'étranger ».

Cette volonté d'indépendance a été attaquée de manière à peine voilée, lors de la Conférence de Sofia. Notamment lorsque Jivkov a énoncé sa conception du patriotisme : « A notre avis, être patriote aujourd'hui dans un pays socialiste signifie qu'il faut être parfaitement conscient que son propre destin est lié à l'existence et à la puissance de la communauté fraternelle des pays socialistes et en premier lieu de l'Union soviétique ». C'est clair, être patriote, c'est être sous la botte de Moscou. Ponomarev a d'ailleurs insisté sur le fait que « tout manque de solidarité (autre ment dit tout refus de la dépendance), accroît le danger de guerre ».

Autant de pressions et de mises en garde contre la Roumanie qui cependant, demeure sur les positions prises lors de la réunion du Pacte, il y a trois semaines.

Le jour de l'ouverture de cette conférence de Sofia, l'Agence de presse roumaine annonçait la visite à Pékin de Paul Niculescu, proche collaborateur de Ceausescu. Reçu par Houa Kouo-feng, il lui a remis à cette occasion un message d'amitié de la part de Ceausescu. L'Agence indique que les entretiens se sont déroulés « dans une ambiance fraternelle et d'amitié chaleureuse ».

Evelyn LE GUEN

La superpuissance US sur le déclin

S I pour la diplomatie chinoise, l'accord réalisé constitue une grande victoire en ce sens qu'il s'établit sur la base définie par les Chinois depuis toujours, et

premiers, les craignaient. Tout le monde? Pas tout à fait. En Asie, tout d'abord, deux peuples, celui de Corée et celui du Vietnam, osaient les affronter directement. Mais, surtout,

posés, il habite Moscou. C'est dans ce cadre, alors qu'ils n'étaient plus en mesure d'imposer leur loi au monde et que leurs positions étaient de plus en plus menacées que les Améri-

cains ont été amenés à repenser leurs relations avec la Chine.

Car la Chine, pendant toute cette période de renversement de l'équilibre



1972 : Le président des Etats-Unis, Richard Nixon, se rend en Chine. La poignée de main entre Mao Tse-toung et Richard Nixon

en particulier sur le problème de Taïwan, on peut dire en revanche qu'il constitue pour les Etats-Unis la sanction, le résultat de plusieurs années d'évolution du rapport entre les différentes forces mondiales et la concrétisation de l'échec de trente années de tentative d'isolement mondial de la Chine.

Il n'y a pas plus de dix ans, les USA étaient incontestablement la force qui, dans le monde, pouvait prétendre imposer son pouvoir hégémonique. En Asie, au Vietnam et en Corée, au Moyen-Orient, en Amérique latine, dans presque tous les pays, autant de continents où les USA intervenaient directement par des agressions ouvertes contre les peuples, remplaçant un à un, de l'Asie du Sud-Est à l'Afrique, les vieilles puissances coloniales qui n'avaient plus la force nécessaire pour imposer leur loi aux peuples.

Au niveau de son rapport de force avec le bloc de l'Est, la supériorité américaine était elle aussi sans problème. Bien sûr, Krouchtchev avait frappé avec sa chaussure la tribune de l'ONU, mais il avait capitulé lors de la crise des fusées en 1962. Depuis lors, le rapport de force était considéré comme acquis de ce côté-là aussi.

Force militaire sans rivale, première puissance impérialiste mondiale, les Américains étaient alors les « gendarmes du monde ». Tout le monde et les révisionnistes soviétiques les

une voix s'élevait alors : « Les Américains sont des tigres en papier, ils seront vaincus. » Cette prédiction du président Mao, il faut bien le dire, fit sourire plus d'un, tant il paraissait impensable que le colosse yankee puisse un jour être vaincu.

Et pourtant... Et pourtant, depuis dix ans, les Américains ont connu défaite sur défaite, recul sur recul. Des défaites contre les peuples tout d'abord. Au Cambodge, au Vietnam, une fuite honteuse et au niveau des matières premières, une remise en cause de leur loi avec l'émergence d'une force économique unie des pays producteurs du tiers monde.

Mais des défaites, au moins aussi graves, contre l'autre impérialisme qui réclame sa part du gâteau mondial à exploiter. Et pour cela, l'Union soviétique s'est dotée de ce qui est aujourd'hui la première armée du monde. Le Vietnam, l'Angola, l'Ethiopie, l'Afghanistan, le Laos, sont passés en cinq ans, d'une domination yankee à une tentative de mainmise soviétique sans que les Américains aient pu faire quoi que ce soit pour l'en empêcher et sans qu'ils y voient, surtout, un moyen d'enrayer le mouvement.

C'est un fait indiscutable, les USA ne sont plus aujourd'hui les seuls gendarmes du monde. Un autre sevit aujourd'hui contre les peuples érythréen, directement par ses troupes, et cambodgien par Vietnamiens inter-

(Suite de la page une)

Tout en passant à une période d'édification accélérée de son économie et du socialisme avec les « quatre modernisations », elle s'est livrée à une vaste offensive diplomatique, marquée par les nombreux voyages de ses dirigeants à l'étranger, dont le président Houa Kouo-feng lui-même. Elle a resserré de façon spectaculaire ses liens avec les pays du tiers monde et a aussi passé des accords importants avec la France et le Japon dont elle a obtenu la signature d'une clause antihégémonique. Dès lors, les USA, désireux d'établir à leur tour des relations de tous ordres avec la Chine, se sont vus contraints d'accepter qu'elles se fassent sur un pied d'égalité et, par conséquent, d'abandonner leur domination coloniale sur Taïwan. N'est-ce pas là une manifestation flagrante du caractère inexorable que revêt le déclin des rêves d'hégémonie qu'ils avaient caressés, notamment en Asie du Sud-est ?

Par contre, dans cette même région, l'URSS est en train de s'installer dans les anciennes bases militaires américaines du Vietnam. Elle a réussi là où avaient échoué les Américains, à se servir d'un pays de la péninsule indochinoise pour tenter d'en asservir un autre et veut assouvir ses propres desseins hégémoniques aux dépens du petit Kampuchea démocratique (Cambodge). Ce fait constitue une preuve frappante du changement de situation qui s'est produit dans le monde depuis le temps où le capitalisme a été restauré en URSS par Krouchtchev. Ayant grandi rapidement en puissance militaire et en agressivité à l'ombre de la « coexistence pacifique » et de la « détente », elle se trouve maintenant en mesure de menacer non seulement les pays européens auprès desquels elle a massé ses troupes mais aussi directement le territoire des USA.

N'a-t-elle pas récemment envoyé des Mig 23 à Cuba sans que les USA soient en mesure de s'y opposer comme ils l'avaient fait lors de l'envoi de fusées en 1962. Et Ponomarev n'a-t-il pas, dans le même temps, lancé de graves menaces à l'Amérique sans qu'elle ose répliquer.

Outre l'Asie du Sud-Est, l'URSS poursuit son of-

Déclaration de Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML à toute la presse

L'ETABLISSEMENT des relations diplomatiques entre la République populaire de Chine et les Etats-Unis constitue un événement de portée mondiale considérable. Il suffit de lire le communiqué sino-américain qui l'annonce pour comprendre qu'il s'agit d'un acte d'opposition à toute entreprise hégémonique en Asie et dans le Pacifique. En retirant leurs forces militaires de Taïwan, les Américains renoncent à une position stratégique qu'ils occupaient depuis la victoire de la révolution chinoise. C'est là un fait extrêmement positif. Territoire chinois, Taïwan réintégrera tôt ou tard la patrie chinoise sans effusion de sang. Désormais, les manœuvres soviétiques dans le Sud-Est asiatique seront plus faciles à démasquer, notamment l'agression perpétrée contre le Kampuchea démocratique avec la complicité de dirigeants vietnamiens, traités à l'esprit du testament d'Ho Chi-minh. En définitive, l'accord conclu renforce la paix dans le monde, fait reculer la guerre. Il est un remarquable succès de la diplomatie chinoise, conforme à la ligne idéologique et politique déjà mise en œuvre par le président Mao Tse-toung dès 1971.

Jacques JURQUET

mondial est elle aussi apparue comme une force de plus en plus importante. Avec son admission à l'ONU la Chine est entrée de façon spectaculaire sur la scène mondiale, force majeure, force placée aux côtés des pays du tiers monde, force enfin, en lutte constante contre toute tentative de domination hégémonique du monde.

Brejnev dit que la Chine est aujourd'hui l'ennemi le plus dangereux de l'URSS. Il a mille fois raison, tout comme l'URSS de Staline était l'ennemi le plus dangereux de l'Allemagne nazie. Il ne fait aucun doute que, au niveau mondial, de par

sa force propre, de par son rôle révolutionnaire et de par son impact sur les pays du tiers monde, la Chine soit le plus grand obstacle aux prétentions hégémoniques des nouveaux maîtres de Moscou.

Cela aussi, les Américains l'ont compris. Le voyage en Yougoslavie et en Roumanie du président Houa, et les conséquences incalculables qu'il a eues et qu'il aura encore, la visite de personnalités chinoises dans foule de pays du tiers monde depuis six mois ont montré à Washington la réalité de ce fait. Et cela aussi a très certainement pesé dans leur décision.

Serge FOREST.

Un facteur de paix

fensive en Afrique. Elle met en place de façon méthodique, sur terre et sur les océans, des dispositifs stratégiques qui visent à isoler l'Europe des Etats-Unis et à contrôler ses sources d'approvisionnement, de manière à tenir l'Europe à sa merci et à pouvoir mettre à genoux les Etats-Unis. Maintenant, en plus des mercenaires cubains, elle emploie, pour servir ses desseins agressifs, des troupes du Pacte de Varsovie, comme le dénonce le Front populaire de libération de l'Erythrée. De plus, elle vient d'exiger des pays de l'Est une plus grande contribution à ces expéditions guerrières. Tous ces signes en témoignent, l'équilibre des forces entre les deux superpuissances est en train de se modifier au détriment des USA. Cette raison a sans doute contribué à les pousser à normaliser les relations sino-américaines de peur de se trouver isolés face à une superpuissance soviétique qui se fait de plus en plus menaçante.

Dans cette situation internationale où le danger de guerre ne cesse de grandir, la politique de la Chine est conforme à la stratégie qui découle de l'analyse des trois mondes élaborée par Mao Tse-toung. Elle joue un rôle moteur dans la construction à l'échelle mondiale d'un front uni anti-hégémonique dont le tiers monde constitue la force principale et auquel elle s'efforce également de gagner les pays du second monde. En unissant tout ce qui peut être uni contre les superpuissances, elle porte les coups principaux à l'URSS, la plus agressive et celle qui exige un partage du monde aujourd'hui, celle d'où vient le danger principal de guerre. La normalisation des relations avec les USA va permettre à la Chine de faire jouer encore plus tous les facteurs en exploitant les contradictions entre les deux principaux ennemis des peuples de manière à entraver davantage les plans de guerre de l'URSS. Voilà qui ne peut que satisfaire tous les gens épris de paix, voilà qui va contribuer encore plus à retarder la guerre et à permettre aux peuples, notamment aux peuples d'Europe, particulièrement concernés par le danger de guerre, à se préparer à l'affronter dans les meilleures conditions.

Jean QUERCY

« Cela est favorable à la paix mondiale »

AL'OCCASION du rétablissement des relations diplomatiques entre la Chine et les Etats-Unis d'Amérique, Houa Kou-feng, président du Comité central du Parti communiste chinois et premier ministre du conseil des affaires d'Etat a donné ce matin dans le palais de l'assemblée du peuple une conférence de presse en présence des journalistes chinois et étrangers.

Le président Houa a tout d'abord donné lecture du communiqué conjoint sur l'établissement de relations diplomatiques entre la RPC et les USA et de la déclaration du gouvernement de la RPC, ensuite il a répondu aux questions posées par des journalistes.

— Je vous prie, président Houa de parler de la signification des relations sino-américaines.

Dans les faits, la normalisation des relations sino-américaines était une aspiration que les peuples chinois et américain caressaient depuis longtemps. Le président Mao, notre grand dirigeant et notre premier ministre, Chou En-lai respecté et bien-aimé, ont frayé de leur vivant la voie à l'établissement des rela-

entre les deux pays.

L'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et les USA est un événement historique qui ouvre de larges perspectives au développement de la compréhension et de l'amitié entre les deux peuples, à la multiplication des contacts entre les deux pays dans les différentes sphères, est favorable à la paix et à la stabilité en Asie et dans le monde. Le peuple chinois et américain se fé-

constante est la suivante : tous les patriotes sont de la même famille et aucune distinction n'est faite entre les premiers et les derniers à se rallier à la cause patriotique. Nous espérons que les compatriotes de Taiwan, de concert avec le peuple du pays, y compris les compatriotes de Hong-Kong et de Macao et les Chinois d'outre-mer continueront à contribuer à la grande cause de la réunification de la patrie.

— Après la normalisation, la Chine s'opposera-t-elle à ce que des fonctionnaires américains visitent Taiwan ?

La normalisation des relations sino-américaines est due aux efforts conjugués des deux côtés et aux consultations mutuelles qui ont abouti à l'élaboration du communiqué conjoint. Quant au problème de savoir quelle attitude les USA adopteront désormais à l'égard de Taiwan, cela est expliqué clairement dans le

de la RPC comme l'unique gouvernement légal de la Chine. Dans ce contexte, le peuple américain maintiendra avec la population de Taiwan des relations culturelles, commerciales et d'autres relations non officielles. Au cours des discussions nos deux parties ont eu des opinions divergentes sur le problème des relations commerciales. La partie américaine a dit qu'elle continuerait après la normalisation des relations diplomatiques à vendre à Taiwan dans un cadre limité des armes défensives. Cela nous ne pouvons absolument pas l'accepter. Au cours des négociations, la partie chinoise a exprimé, à plusieurs reprises et en termes explicites, sa position. Nous estimons que les ventes d'armes des USA à Taiwan après la normalisation des relations diplomatiques entre nos deux pays ne serait pas conforme aux principes de cette normalisation, serait défavorable à la libération pacifique de Taiwan, produirait une influence néfaste sur la stabilité et

Communiqué conjoint sur l'établissement des relations diplomatiques entre la République populaire de Chine et les Etats-Unis d'Amérique

LA République populaire de Chine et les Etats-Unis d'Amérique ont convenu de se reconnaître mutuellement et d'établir des relations diplomatiques entre eux à partir du 1er janvier 1979. Les Etats-Unis d'Amérique reconnaissent le gouvernement de la République populaire de Chine comme l'unique gouvernement légal de la Chine. Dans ce contexte, le peuple américain maintiendra des relations culturelles, commerciales et d'autres relations non-officielles avec la population de Taiwan.

La République populaire de Chine et les Etats-Unis réaffirment les principes agréés d'un commun accord par les deux parties dans le communiqué de Changhaï et soulignent encore une fois ce qui suit :

- 1) Les deux parties souhaitent réduire le danger d'un conflit militaire international ;
- 2) Aucune des deux parties ne doit rechercher l'hégémonie dans la région de l'Asie et du Pacifique ou dans quelque autre région du monde. Les deux parties s'opposent l'une et l'autre aux efforts tentés par un autre Etat quelconque ou groupe d'Etats pour s'assurer une telle hégémonie ;
- 3) Aucune des deux parties n'est disposée à négocier au nom d'une tierce partie, quelle qu'elle soit, ni à parvenir avec l'autre partie à un accord ou à une entente dirigée contre d'autres Etats ;
- 4) Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique reconnaît la position de la Chine, à savoir qu'il n'y a qu'une Chine et que Taiwan fait partie de la Chine ;
- 5) Les deux parties estiment que la normalisation des relations sino-américaines non seulement répond aux intérêts des peuples chinois et américain mais aussi contribue à la cause de la paix en Asie et dans le monde. La République populaire de Chine et les Etats-Unis échangeront leurs ambassadeurs et installeront leurs ambassades le 1er mars 1979.

Déclaration du gouvernement de la République populaire de Chine

APARTIR du 1er janvier 1979, la République populaire de Chine et les USA se reconnaissent mutuellement et établissent des relations diplomatiques entre eux, mettant ainsi fin aux rapports anormaux prolongés des deux pays. C'est là un événement historique dans les relations sino-américaines. Comme tout le monde le sait, le gouvernement de la République populaire de Chine est l'unique gouvernement légal de la Chine ; Taiwan fait partie de la Chine. Le problème de Taiwan a été le problème-clé entravant la normalisation des relations entre la Chine et les Etats-Unis. Maintenant, il a été réglé entre les deux pays dans l'esprit du communiqué de Changhaï et grâce à leurs efforts conjugués qui ont permis la normalisation des relations si vivement souhaitée par les peuples des deux pays. Quant à la façon de ramener Taiwan au sein de la patrie, réunifier le pays, cela relève entièrement des affaires intérieures de la Chine. En vue de promouvoir davantage l'amitié entre les deux peuples et les bonnes relations entre les deux Etats, le vice-premier ministre, Teng Siao-ping, effectuera, à l'invitation du gouvernement américain, une visite officielle aux USA en janvier 1979.



A Pékin, les habitants de la ville s'arrachent le Quotidien du peuple où est annoncé le rétablissement des relations diplomatiques

tions sino-américaines. Le processus de normalisation des relations entre les deux pays a commencé avec la publication du communiqué de Changhaï en 1972, avec la visite en Chine du président Nixon et de Kissinger. Grâce aux efforts que les dirigeants, les gouvernements et les peuples des deux pays ont déployé conjointement, cette normalisation est maintenant réalisée. Le président Ford, beaucoup de représentants des deux chambres et d'amis de divers milieux des USA ont consenti des efforts dans cette entreprise. Enfin, le président Carter, le docteur Brezinski, Cyrus Vance ont apporté une contribution précieuse à la normalisation définitive

licitent l'un comme l'autre de cet événement. Je suis persuadé que les peuples du monde s'en réjouissent également.

— Quelle sera la politique du gouvernement chinois envers Taiwan dans la nouvelle situation créée par la normalisation des relations sino-américaines ?

Taiwan fait partie du territoire sacré de notre pays. Ses habitants sont nos compatriotes de chair et de sang. La réintégration de Taiwan dans la patrie et la réunification de la Chine sont le désir commun de tout le peuple chinois y compris les compatriotes de Taiwan. Notre politique

communiqué conjoint : « Les USA reconnaissent le gouvernement de la RPC comme l'unique gouvernement légal de la Chine. Dans ce contexte, le peuple américain maintiendra des relations culturelles, commerciales et d'autres relations non-officielles avec la population de Taiwan. » C'est, de toute évidence le maintien des relations non-officielles.

— Est-ce qu'il est permis aux USA de continuer à fournir à Taiwan de l'équipement militaire pour sa défense ?

Le deuxième paragraphe du communiqué dont je viens de donner lecture indique que les USA reconnaissent le gouvernement

la sécurité des régions d'Asie et du Pacifique. Cela veut dire qu'il y a eu entre nous des opinions différentes, des divergences. Nous avons signé quand même le communiqué.

— Est-ce que les rapports sino-soviétiques vont se détériorer après la proclamation de cet événement ?

En effet, les Russes se sont toujours montrés sceptiques quant au rapprochement de la Chine avec les USA. Par conséquent, après la normalisation des relations, est-ce que les rapports entre la Chine et l'URSS vont se détériorer ?

Nous estimons que la normalisation des relations si-

no-américaines et la signature du traité de paix entre la Chine et le Japon sont favorables à la paix et à la sécurité en Asie comme dans le reste du monde. Cela signifierait-il la formation d'un axe sino-nippo-américain ou d'une alliance de ces trois pays, à notre avis, ce n'est ni une alliance ni un axe. La normalisation des relations est réalisée entre la Chine et les USA, la normalisation des rapports entre la Russie et les USA s'est déjà opérée, il n'est donc pas question que la normalisation soit dirigée contre un pays quelconque. Je voudrais encore ajouter quelques mots : la normalisation des relations entre la Chine et les USA, entre la Chine et le Japon et la signature du traité de paix et d'amitié sino-japonais sont favorables au développement des relations entre les pays d'Asie et de la région du Pacifique à la paix et à la stabilité

de ces régions et du reste du monde. Elles sont sans aucun doute profitables à la lutte menée par les peuples de divers pays contre l'hégémonisme dont nous avons déjà parlé dans le communiqué. Nous combattons à la fois le grand-hégémonisme et le petit hégémonisme, l'hégémonisme planétaire et l'hégémonisme régional. Cela est favorable à la paix mondiale.

— Un quelconque compatriote de Taiwan a-t-il participé à quelque stade que ce soit aux négociations sur normalisation des relations ?

Aucun. Houang Houa, ministre des Affaires étrangères et Tchan Houen-tsin vice-ministre des Affaires étrangères, assistaient à la conférence de presse. Y étaient présents une centaine de correspondants chinois et étrangers.

Le développement des relations sino-américaines depuis 1949

De l'arrogance à la défaite

NOUS ne faisons que reconnaître la réalité », a dit Carter en présentant à la télévision l'établissement des relations diplomatiques avec la Chine. Mais cette « réalité » — la République populaire de Chine — elle existe depuis le 1er octobre 1949 ! Et il aura fallu presque trente ans pour que les États-Unis en viennent à la reconnaître — et à reconnaître du même coup l'échec de toute leur stratégie antichinoise depuis 1945.

Vers la fin de la guerre anti-japonaise, en 1944-45, les États-Unis avaient un ambassadeur auprès de Tchiang Kai-cheh, mais il avait aussi une mission d'observateurs auprès des forces communistes, à Yen-an.

Quand, à la fin de la guerre, Tchiang Kai-cheh fit des préparatifs militaires pour liquider l'influence et le pouvoir du Parti communiste, il fut soutenu sur tous les plans par l'ambassadeur américain Patrick J. Hurley, ce qui l'encouragea à déclencher la guerre civile.

Mao Tsé-toung fit des efforts pour détourner les États-Unis d'une telle attitude. Le 12 juillet 1945, il leur lança une mise en garde : « Si la politique du type Hurley, politique de soutien aux forces antipopulaires chinoises et d'hostilité à l'égard d'un peuple aussi nombreux que le nôtre, ne change pas, elle constituera un fardeau écrasant pour le gouvernement et le peuple des États-Unis et leur causera des maux sans fin ; c'est là un point qu'il faut porter clairement à la connaissance de la nation américaine ».

Mais les États-Unis s'entêtèrent : il est vrai qu'une Chine dominée par la corruption, sous la férule de Tchiang Kai-cheh était plus propice pour l'exportation de leurs capitaux et leurs visées hégémoniques qu'une Chine indépendante et démocratique dirigée par le Parti communiste.

Ils soutinrent Tchiang Kai-cheh jusqu'au bout — jusqu'à sa défaite qui fut donc aussi leur défaite.

UNE STRATÉGIE AGRESSIVE DIRIGÉE CONTRE LA CHINE

Et après les quelques mois d'expectative qui suivirent la création de la République populaire de Chine, ils se lancèrent, en juin 1950, dans une série d'actes agressifs directement dirigés contre la Chine, pour l'encercler :

— Ils lancèrent leurs forces d'agression contre la Corée du Nord, et le général qui les commandait, Mac Arthur, avait l'intention avouée d'attaquer aussi la Chine.

— En même temps, ils occupèrent militairement l'île chinoise de Taïwan où s'étaient réfugiés les débris des forces de Tchiang Kai-cheh, ils la transformèrent en une base d'agression et reconstruisirent Tchiang comme seul gouvernement chinois.

Ainsi, dès 1950, la Chine fut confrontée à la politique agressive des États-Unis et à la guerre déclenchée par eux. Pour les dirigeants américains, la « Chine rouge » était désormais l'ennemi numéro un et cette situation allait durer pendant plus de vingt ans.

Pendant les années cinquante et soixante, les États-Unis mirent sur pied tout un dispositif militaire dirigé contre la Chine et destiné à soumettre aussi les peuples avoisinants : ils installèrent des bases militaires non seulement en Corée du Sud et à Taïwan, mais aussi au Japon, aux Philippines, en Thaïlande, etc. et, à partir de 1954, au Sud-Vietnam. Au début des années soixante, alors que Kennedy était président, ils commencèrent à réprimer sauvagement la lutte de libération du peuple du Sud-Vietnam, à y amener d'importants contingents militaires (500 000 hommes), puis, à partir de février 1965, à soumettre le Nord-Vietnam — voisin immédiat de la Chine — à des bombardements aériens presque journaliers. En 1970, ils étendirent la guerre au Kampuchea (Cambodge), après y avoir fomenté un coup d'État.

En même temps, ils maintenaient un blocus économique et politique contre la Chine, notamment en la privant de son siège à l'ONU.

C'est donc à une attitude authentiquement belli-

ciste que la Chine eut à faire face. Et tout en répétant, comme fit par exemple Chou En-lai en 1955, que « nous ne voulons pas la guerre avec les États-Unis », et que la Chine souhaitait discuter avec eux du problème de Taïwan, jamais, elle ne céda ne fût-ce que d'un pouce de ses droits.

« Nous libérerons Taïwan ! » — et là-dessus, sur ce problème intérieur chinois, pas de concession possible.

En même temps, la Chine apporta son soutien conséquent aux pays voisins agressés par l'impérialisme américain.

En Corée, au début des années cinquante, un million de volontaires chinois contribuèrent à repousser l'agresseur. Au Vietnam et au Cambodge, dans les années cinquante et soixante dix, la Chine apporta aussi une aide considérable et désintéressée.

En 1966, suite à des critiques qui avaient été formulées sur la violence de son attitude anti-américaine, Chen Yi, ministre chinois des Affaires étrangères, répliqua : « On n'est jamais excessif quand il s'agit de combattre l'agression ».

Et en vérité, la Chine, pleinement et justement convaincue de son bon droit, savait parfaitement que les États-Unis ne renonceraient à leur attitude agressive que s'ils y étaient contraints — et donc que si l'on menait résolument la lutte contre leur politique impérialiste.

CONTRAINTS DE CHANGER D'ATTITUDE

De 1955 à 1968, de nombreux contacts diplomatiques eurent lieu entre les deux pays — plus de cent trente réunions d'ambassadeurs. Mais ce n'est qu'à partir de 1970 que les États-Unis commencèrent à changer d'attitude — parce qu'ils y furent contraints.

1) D'abord, leur volonté de nier l'existence de la République populaire devenait de plus en plus intenable : la Chine existait bien et se renforçait dans la construction du socialisme.

2) En second lieu, la stratégie américaine d'encercllement et d'isolement de la Chine se heurta à des échecs de plus en plus sévères. Déjà, en 1950-53, ils n'avaient pas réussi à cons-

tituer dans toute la Corée un gouvernement à leur solde. Par la suite, de nombreux pays du tiers monde établirent des relations diplomatiques avec la Chine. En 1964, Chou En-lai effectua une visite dans une dizaine de pays d'Afrique, et cette tournée manifesta la solidarité fondamentale des pays du tiers monde, dont faisait partie la Chine, contre l'ennemi commun, qui était alors l'impérialisme américain. Avec de plus en plus d'insistance et d'écho, vingt-trois pays du tiers monde soumièrent aux votes de l'Assemblée générale de l'ONU une résolution demandant le rétablissement de la Chine dans son siège à l'ONU : c'était toujours Tchiang Kai-cheh qui l'occupait, avec la bénédiction des États-Unis.

Par ailleurs, l'incapacité de ceux-ci d'imposer leur ordre au Sud-Vietnam, malgré les moyens considérables mis en œuvre, révélait parfaitement leur faiblesse. Comme l'avait dit Mao Tsé-toung, dès 1946, l'impérialisme américain n'était qu'un « tigre en papier ».

3) En troisième lieu, un certain nombre de pays capitalistes développés refusaient de plus en plus d'obéir à Washington et de maintenir leurs relations diplomatiques avec Tchiang Kai-cheh. Ce fut notamment le cas de la France et du coup d'éclat réalisé par De Gaulle en 1964 : rupture des relations avec Taïwan et reconnaissance de la Chine populaire comme seule Chine.

Les États-Unis avaient voulu isoler la Chine, mais c'étaient eux, maintenant, qui se retrouvaient isolés.

Pendant un certain temps à partir de 1960, les États-Unis, tout en poursuivant leur politique agressive et leur occupation de Taïwan, essayèrent de manœuvrer pour éviter une défaite totale.

Ils prétendirent qu'il y avait « deux Chine » — celle de Pékin et celle de Taïwan, puis, comme cette proposition ne connut aucun succès et qu'elle fut rejetée aussi bien par la Chine populaire que par Tchiang Kai-cheh, ils se déclarèrent pour la reconnaissance de la Chine populaire, tout en reconnaissant qu'à côté, il y avait « Taïwan » (donc hors de la Chine !). Nouvel échec.

La Chine ne brada pas ses droits. C'était aux États-

La déclaration du gouvernement américain

A partir du 1er janvier 1979, les USA reconnaissent la République populaire de Chine comme l'unique gouvernement légal de la Chine. A la même date, la République populaire de Chine accorde la reconnaissance similaire aux USA. Les USA établissent des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine. A la même date, c'est-à-dire le 1er janvier 1979, les USA notifieront à Taïwan que les relations diplomatiques prennent fin et que le traité de défense mutuelle entre les États-Unis et la République de Chine se termine en vertu des dispositions du traité. Les USA déclarent également qu'ils retireront le reste de leur personnel militaire de Taïwan dans quatre mois.

Le peuple américain et la population de Taïwan maintiendront désormais des relations commerciales, culturelles et d'autres relations sans la représentation du gouvernement officiel ni les relations diplomatiques.

L'administration cherchera à ajuster nos lois et nos règlements afin de permettre le maintien des relations commerciales, culturelles et d'autres relations non-gouvernementales dans les nouvelles circonstances qui apparaîtront à la suite de la normalisation.

Les USA sont persuadés que la population de Taïwan aura un avenir de paix et de prospérité. Les USA continueront à porter de l'intérêt à la solution pacifique du problème de Taïwan et s'attendent à ce que ce problème soit pacifiquement réglé par les Chinois eux-mêmes.

Les USA croient que l'établissement des relations diplomatiques avec la République populaire contribuera au bien-être du peuple américain et à la stabilité en Asie où les USA ont un important intérêt de sécurité et économique et à la paix dans le monde entier.

Unis à les reconnaître et à les respecter.

VERS LA RECONNAISSANCE DE LA REALITÉ

En 1969-70, le président américain Nixon prit quelques mesures qui constituaient déjà un premier recul — comme le lever de l'embargo sur les exportations en Chine.

De son côté, Mao Tsé-toung reçut en 1970, un Américain, vieil ami de la Révolution chinoise, Edgar Snow et il lui dit que Nixon serait le bienvenu s'il voulait venir en Chine, « à un titre ou à un autre ». Cette proposition visait à accélérer le processus, à amener les États-Unis à renoncer plus vite à leur politique antichinoise.

En avril 1971, une équipe de joueurs de ping-pong fut invitée en Chine. Et le 15 juillet suivant, à l'issue d'une visite du secrétaire d'État Kissinger à Pékin, fut annoncée la prochaine visite de Nixon.

C'était un premier pas, un premier recul, un premier aveu de défaite.

Le 25 octobre 1971, l'Assemblée générale de l'ONU vota à une majorité écrasante le rétablissement de la Chine dans ses droits légitimes dans cette organisation mondiale. Le représentant de Tchiang Kai-cheh partit sans demander son reste.

C'était là une première victoire de la Chine, certes, mais aussi de l'ensemble des

pays du tiers monde qui saluèrent l'arrivée du représentant chinois par des ovations enthousiastes. Plus que jamais, les États-Unis, qui votèrent contre la résolution, étaient isolés.

Nixon arriva à Pékin le 21 février 1972. Et à l'issue de sept jours d'entretiens avec les plus hauts dirigeants chinois était publié un communiqué conjoint (communiqué de Shanghai), dans lequel les États-Unis déclaraient : « Les États-Unis réalisent que les Chinois des deux côtés du détroit de Taïwan soutiennent tous qu'il n'y a qu'une Chine et que Taïwan fait partie de la Chine. Le gouvernement américain n'élève pas de contestations à propos de cette position. Il réaffirme l'intérêt qu'il porte au règlement pacifique de la question de Taïwan par les Chinois eux-mêmes ».

Et il était précisé également : « Aucune des deux parties ne doit rechercher l'hégémonie dans la région d'Asie et du Pacifique ; les deux parties s'opposent l'une et l'autre aux efforts tentés par un autre État quelconque ou par un groupe d'États pour s'assurer une telle hégémonie ».

Ainsi, Nixon reconnaissait l'échec de toute la politique américaine en Extrême-Orient. Son voyage à Pékin était celui d'un vaincu.

Mais il lui restait encore à accorder ses actes à ses paroles, à rompre avec sa politique agressive en Extrême-Orient et à rompre avec Taïwan. Jean SHUBERT



1972 : Discussion du voyage de Richard Nixon en Chine. De ce voyage sortira le communiqué de Shanghai

Nous continuerons demain à commenter l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et les USA en traitant des questions suivantes :

- L'attitude de la Chine à l'égard des pays en lutte contre l'impérialisme américain ; un soutien qui ne s'est jamais démenti ;
- Les principes de coexistence pacifique appliqués par la Chine et sa ligne directrice en matière de politique extérieure ; l'offensive diplomatique à laquelle elle se livre depuis quelques mois ;
- Les tentatives d'hégémonie en Asie du Sud-Est auxquelles s'est livrée l'URSS, à la suite des USA ;
- Les réactions en France et dans le monde à la normalisation des relations sino-américaines ;
- Les luttes populaires aux USA pour la reconnaissance de la Chine.

LA SITUATION DANS LA REPARATION NAVALE A MARSEILLE

Nous avons interviewé un responsable CGT

« Notre relatif isolement sert actuellement le patronat »

LES licenciements déjà effectifs et l'absence de perspectives, du moins dans l'immédiat, d'une issue favorable aux travailleurs font apparaître le conflit dans la réparation navale comme un échec pour la classe ouvrière marseillaise qui n'est pas sans conséquences pour toute la région. Conséquences bien sûr au niveau de l'emploi, avec des milliers d'ouvriers au chômage, conséquences aussi sur l'ensemble des luttes : « *Pensez, si à Terrin, on n'a rien pu obtenir, pourquoi s'engager dans un combat ?* ». L'heure est à s'interroger, essayer de connaître tous les aspects d'une situation complexe. L'heure est à en discuter, à confronter les idées avec

tous ceux qui furent partie prenante de ce conflit : en premier lieu les travailleurs de la SPAT et leur syndicat CGT.

C'est dans cette optique que nous avons interviewé un responsable CGT de la réparation navale. Nous ne partageons pas son point de vue sur certaines questions importantes. C'est pourquoi nous donnons ci-dessous des éléments de notre réflexion actuelle sur la situation si difficile que connaît la réparation navale marseillaise, tout en publiant l'intégralité de ses réponses à nos questions.

— Q : Dans la réparation navale, à Marseille, où en est actuellement la situation ?

R : Le groupe Terrin est

maintenant éclaté : à la SPAT et aux Ateliers provençaux, les travailleurs occupent et touchent les 90 % depuis la fin du préavis (12 novembre). L'AMREP

a repris la SAM où les travailleurs ont un statut industrie et SUD-MARINE où les travailleurs ont le statut de la réparation navale. A SUD-MARINE, les travailleurs sont dans la bataille avec nous pour l'emploi et le maintien du statut. Par exemple, ils ont fait deux semaines de grève de plus que les autres travailleurs de la répa.

Une autre partie a été reprise par les anciennes fonderies Groignard. Enfin, une dernière partie (l'entreprise OLIVA par exemple) a été reprise par les chantiers de la Clotat (avec 70 licenciements à OLIVA). A OLIVA, la CGT a demandé aux travailleurs de continuer la lutte avec ceux de la Clotat.

Le travail actuellement a repris à la CMR et Paoli et dans une dizaine d'entreprises sous-traitantes après huit semaines de grève et l'action se poursuit sous d'autres formes.

— Q : Donc, actuellement, il n'y a plus d'activité dans certaines boîtes de l'ancien groupe Terrin. Quelles sont les conséquences pour les entreprises sous-traitantes ?

R : Il y a entre trente et quarante entreprises sous-traitantes qui ont fermé. Pour d'autres, les travailleurs sont au chômage technique (c'est le cas par

exemple dans la peinture navale).

— Q : Actuellement, la situation n'est pas très bonne. Il n'y a aucun patron qui se présente pour la reprise de la SPAT et des Ateliers provençaux que vous considérez comme noyau de la réparation navale à Marseille. On ne voit pas bien comment la situation pourrait se débloquer. Ne pensez-vous pas que vous êtes à la fois relativement isolés et aussi qu'un autre type de rapport de force ne vous aurait pas conduit là ?

R : Effectivement, nous sommes relativement isolés et pour plusieurs raisons. Nous avons eu une campagne de propagande importante qui cherchait à conditionner la population sur le fait que les salaires à la réparation navale de Marseille étaient trop importants. Par rapport à ça, nous avons plusieurs choses à dire : d'abord, c'est parce que la CGT, largement majoritaire, est depuis très longtemps implantée à la réparation navale et que, par la lutte, les travailleurs ont obtenu et garanti un statut dans la répa avec un minimum correct (et nous nous battons actuellement pour le maintien de ce statut que les patrons voudraient remettre en cause). Ils auraient voulu qu'avec les licenciements, la CGT accepte de rediscuter de ce statut. Nous avons refusé. Ils l'ont dénoncé mais la loi les oblige à l'appliquer encore pendant un an.

— Q : Pouvez-vous nous donner quelques explications sur ce statut ?

R : Oui, on ne peut pas tout expliquer mais nous allons prendre quelques points de ce statut :

— Nous travaillons en temps normal 8 h 50 par jour. Les 8 heures sont des heures normales, le reste c'est des heures supplémentaires, majorées à 75 %, et la majoration est journalière. C'est-à-dire que le gars ait fait ou non des heures supplémentaires la veille, les heures supplémentaires sont majorées tous les jours à 75 %. Vous savez qu'actuellement, dans la plupart des boîtes, les heures supplémentaires sont calculées sur la semaine et même que le CNPF a actuellement un projet de calcul de ces heures

sur le mois. On comprend bien pourquoi ils veulent remettre en cause le statut des travailleurs de la réparation navale marseillaise.

— Autre exemple : par rapport aux tranches horaires dans la journée, voilà comment le tarif horaire était majoré :

6 h à 7 h 30 : 50 %
7 h 30 à 11 h 30 : 0 %
11 h 30 à 13 h 30 : 50 %
13 h 30 à 17 h 30 : 0 %
17 h 30 à 19 h 30 : 75 %
19 h 30 à 24 h : 150 %

Voilà pourquoi les patrons ne voudraient plus de statut de la réparation navale.

— Ajoutons qu'actuellement la garantie mensuelle minimum est de 2 873,37 F.

Un autre aspect qui, en général, n'est pas connu, c'est la question de la sécurité sur les chantiers. Les conditions de travail y sont souvent très dangereuses. Il y a déjà eu plusieurs morts, sans parler des autres accidents. Nous avons obtenu la création d'une commission de sécurité dont les membres étaient désignés par nous et qui faisaient débrayer les gars lorsque les conditions de sécurité n'étaient pas suffisantes. Nous estimons que c'est un acquis important, à notre connaissance un des plus avancés en Europe.

— Q : Revenons aux licenciements, comment avez-vous mené l'action ?

R : En 1976, il y a eu 250 licenciements ; en 1977, 400. Pour la grande majorité, dans les deux cas, c'était des départs en pré-retraite avec un pécule. Jusqu'aux licenciements de mai 1978, on pensait que cela permettait de sauver l'emploi et, en plus, les gars étaient d'accord pour partir. En mai 1978, il y a eu environ 310 départs en pré-retraite et 450 licenciements effectifs. Nous avons fait 23 jours de grève. A ce moment-là, à l'appel de la CGT, les travailleurs de la Seyne ont refusé de réparer le Hoggar en solidarité avec nous. Finalement, ce bateau a été réparé à Gènes.

Le patron disait qu'on ne pourrait pas avoir une activité de plus de 70 000 heures au mois de juin. Nous avons repris le travail avec un accord sur les pré-retraites à 55 et 57 ans, la garantie du statut et la création d'une commission de réembauche. Nous avons repris le travail avec les heures supplémentaires au-delà des 43 heures habituelles et

l'activité du groupe, les carnets de commandes étant pleins, a été, au mois de juin, de 149 000 heures.

Certains nous ont critiqués en disant qu'on était trop mous à cette époque. A notre avis, il fallait montrer que le groupe pouvait travailler. A ce moment-là, une cinquantaine de travailleurs ont été repris.

En septembre 1978, il y a eu les 1 850 licenciements, nous avons fait huit semaines de grève. Il y a eu la journée du 14 septembre qui a été une importante journée de solidarité mais elle n'a pas vraiment eu de suite.

Notre relatif isolement sert actuellement le patronat qui voudrait que les travailleurs soient à genoux pour pouvoir redémarrer le groupe en le restructurant, pour en faire une sorte de station-service pour les petites réparations et, surtout, pour réembaucher certains travailleurs à leurs conditions. Nous continuons à nous battre pour l'emploi, le maintien du statut et le redémarrage de la réparation navale.

— Q : Sur l'emploi, combien de travailleurs ont été licenciés ?

R : Il faut voir les choses en face. Sur ce point, les résultats sont très négatifs. Environ 3 000 travailleurs sont restés sur le carreau. Nous pensons que c'est le redémarrage de la SPAT et des Ateliers provençaux qui permettra de faire suivre le reste de l'activité.

— Q : Dans ces deux entreprises qui sont occupées, quel est l'état de la mobilisation ?

R : La mobilisation nous paraît rester assez bonne. L'occupation est longue, il est normal que les travailleurs ne viennent pas massivement tous les jours. Habituellement, ils viennent au début et à la fin de la semaine. Mais chaque fois qu'il y a un coup dur, les travailleurs viennent plus nombreux. Le reste du temps, il y a un noyau.

— Q : Actuellement, quelles sont les perspectives ? Et comment va se poursuivre l'action ?

R : Nous pensons qu'il n'y a que les pouvoirs publics qui puissent faire redémarrer l'activité de la réparation



Manifestation le 14 septembre à Marseille.

« En septembre 1978, il y a eu 1 850 licenciements. Nous avons fait huit semaines de grève. Il y a eu la journée du 14 septembre qui a été une importante journée de solidarité, mais elle n'a pas eu vraiment de suite »

Notre point de vue

Le passé explique le présent

LA SPAT : 3 000 ouvriers, un syndicat CGT, archi-majoritaire, une réputation de bastion ouvrier connue dans toute la France. Comment en est-on arrivé là ? Cette question est importante. En effet, on peut épiloguer sur d'éventuelles erreurs actuelles du syndicat dans la marche du conflit, mais si ces erreurs existent, elles ne permettent pas à elles seules de tout expliquer, car les travailleurs, les syndiqués CGT et probablement la plupart de leurs dirigeants voulaient gagner.

Les plus militants se sont cependant heurtés à deux phénomènes :

- Le défaitisme et le pessimisme des travailleurs à l'intérieur de l'entreprise et à l'extérieur ;
- Un certain isolement et un manque de mobilisation autre que ponctuelle.

La situation, étant à ce point dramatique, aurait dû occasionner une révolte populaire et un soutien sans précédent : ce ne fut pas le cas. Alors, pourquoi ?

Nous pensons qu'une des causes de cette situation réside dans le passé, dans le fait que le syndicalisme à la SPAT fut souvent corporatiste, fermé aux autres luttes de la région. Au moins certains travailleurs d'autres boîtes l'ont vécu ainsi : Coder, Griffet... La solidarité de classe s'était petit à petit émoussée chez certains, au profit d'un corporatisme et d'une défense des seuls intérêts de ceux de la SPAT : cela est sûr et les conséquences en sont aujourd'hui nombreuses.

Pour en expliquer les causes, on ne peut passer sous silence des problèmes de fond, d'orientation générale, aussi bien dans le PCF (très implanté à la SPAT) que dans la CGT. On peut d'ailleurs à ce sujet voir ce qu'en a révélé le 40e congrès de la CGT (question de démocratie, type de lien avec l'Union de la gauche, objectifs et formes des luttes).

Cela est à approfondir avec les principaux intéressés pour éviter que de tels phénomènes se reproduisent ici et ailleurs.

Toute l'expérience du mouvement ouvrier des dernières années montre que la lutte à mener contre les fermetures d'usines est longue et difficile et les victoires sont rares, c'est vrai. Dans la région marseillaise, nous avons de nombreux exemples tels Coder, Griffet, Gervais-Danone, la Ciotat... Une chose est certaine : dans ce domaine, le patronat a une tactique bien au point. Celle-ci passe par des licenciements par vagues successives qui émoussent la combativité, divisent la classe ouvrière, en s'appuyant sur toutes les contradictions objectives existantes en son sein : jeunes/vieux, Français/immigrés, syndiqués/non-syndiqués, etc. La riposte doit donc passer par une lutte résolue dès les premiers licenciements, sans les négocier, mais en les refusant ! Cela conditionne la victoire. L'unité de tous, sans sectarisme, la solidarité des autres entreprises, de ceux des quartiers, unité et solidarité auxquelles il faut travailler sans cesse en sont d'autres conditions.

Il y aurait bien d'autres choses à dire, à discuter pour tirer les leçons de chaque expérience afin de ne pas renouveler les erreurs.

C'est aujourd'hui notre objectif : débattre avec tous des problèmes que nous rencontrons dans les luttes, avec les licenciés, avec ceux qui occupent encore l'usine, avec ceux des entreprises sous-traitantes. C'est dans l'action et aussi dans la discussion et le débat d'idées que nous réaliserons l'unité de tous les travailleurs pour faire front aux attaques du patronat et du gouvernement Giscard-Barre.

Correspondant Marseille

navale à Marseille. Le gouvernement peut obliger les armateurs à faire réparer à Marseille, surtout ceux qu'il subventionne. Le gouvernement peut aussi obliger à améliorer l'état des bateaux actuellement en service, surtout sur les questions de sécurité. Il y a du travail dans ce secteur ; ce qui risque de se passer, c'est qu'ils veuillent donner ce travail à la Ciotat ou à d'autres chantiers.

En ce qui concerne l'action, nous avons proposé à plusieurs reprises que l'action contre la politique du gouvernement dans la construction et la réparation navale soit une action d'ampleur nationale avec des

grèves simultanées dans tous les chantiers. Jusqu'à présent cette idée n'était pas encore admise par nos camarades, aussi bien de la CGT que de la CFDT, parce que cela représentait d'énormes difficultés sur le plan de l'unité d'action. Maintenant, elle fait son chemin. Du 5 au 15 décembre, il y a des grèves tournantes dans tous les chantiers de construction et de réparation navale de France, avec point fort le 15. Pour ce jour-là, des discussions sont actuellement en cours avec les organisations syndicales des pays concernés pour en faire une journée d'ampleur européenne.

(Suite de la page 8)

Puis vint une deuxième expérience instructive. Après l'union, la division. Il s'est trouvé quelques personnes à l'UL-CGT d'Ambert pour estimer qu'une section CFDT de 160 adhérents dans la plus grosse usine de la région, ce n'était pas convenable. Un véritable affront pour la « grande CGT ».

D'abord, on tenta, en s'appuyant sur un ou deux éléments à l'intérieur de l'usine, de prendre des contacts en vue de monter une section CGT concurrente. Ce fut l'échec complet. Personne ne voyait pourquoi on s'amuserait à créer un deuxième syndicat.

Voyant cela, l'UL-CGT d'Ambert fit distribuer aux ACL un tract accusant la CFDT de tous les crimes, s'attribuant tous les résultats de la lutte (n'étaient-ce pas eux qui avaient négocié en compagnie du responsable CFDT ? Et d'après la logique de la CGT, ce n'est pas la grève qui a fait céder le patron mais uniquement les qualités de négociateurs des bonzes CGT).

Le résultat du tract ne se fit pas attendre. A la sortie du travail, un groupe d'ouvriers est monté à l'UL-CGT... pas pour adhérer mais pour demander des comptes sur cette attitude inqualifiable.

Les responsables de l'UL-CGT ont refusé toute discussion, se sont barricadés, ont hurlé au « gauchiste » et, en désespoir de cause, ont téléphoné à l'UL-CFDT pour lui demander de « retenir ses troupes ».

Il y a eu aussi quelques autres expériences malheureuses pour le syndicat. Par exemple, la section ne s'est pas opposée au licenciement d'un ouvrier marocain. L'ouvrier marocain a été licencié parce qu'il avait répondu comme il convient aux tracasseries et aux propos racistes d'un petit chef. La section n'a rien fait. Pire même, un autre petit chef, adhérent de la section, est même allé témoigner contre l'ouvrier immigré. Pour les immigrés de l'usine, ce fut une douche froide et le prestige et la confiance dans le syndicat en ont, une nouvelle fois, pris un coup.

Par la suite, on a bien chassé du syndicat le petit chef qui a témoigné contre l'immigré. Mais ça n'efface pas tout.

C'est pourquoi, aujourd'hui, la section piétine, le syndicat se détache de plus en plus de la masse des ouvriers.

COMMENT REDRESSER ?

La création d'une section syndicale massive, regroupant la quasi-totalité des ouvriers, fut une grande victoire. Il ne faut pas perdre cette victoire.

Ce fut une victoire pour les ouvriers des ACL mais aussi pour tout le peuple

Ateliers de construction du Livradois-Arlanc (Puy-de-Dôme)

Quand le capitalisme décentralise

alentour : pour les ouvriers des scieries disséminés dans la campagne, pour les quelques ouvriers agricoles éparpillés eux aussi dans la campagne, pour les vieux, les paysans pauvres qui crévent de misère dans leur ferme, pour les paysans moyens, endettés jusqu'au cou pour se moderniser, s'agrandir dans l'espoir de survivre au pays.

Pour tous ceux-là, la création de la section aux ACL fut une victoire. Pourquoi ? Si les ouvriers des ACL luttent, apprennent à bien se défendre, mènent des grèves dures et difficiles, arrachent des avantages à leur patron, vous croyez que ça n'aura pas de conséquence pour les ouvriers des scieries ? Vous croyez que ça ne leur donnera pas l'espoir et le goût de la lutte ? Surtout si ceux des ACL, forts de leur expérience et de leur nombre, savent les aider à s'organiser et à se battre.

Vous croyez qu'il n'en sera pas de même pour les paysans pauvres ? Vous ne croyez pas que les paysans, à voir les ouvriers se battre ainsi et arracher des revendications, ça ne va pas les faire se poser des questions ? Surtout si les ouvriers des ACL, qui sont pour beaucoup d'entre eux des ouvriers-paysans, qui ont tous des liens très solides dans la paysannerie, savent s'unir aux paysans au cours de leur lutte, leur demander le soutien, leur faire comprendre la situation réelle de l'ouvrier et non celle déformée que leur montre la bourgeoisie.

Si les ouvriers des ACL pensent à aider les paysans pour qu'ils s'engagent eux aussi dans la voie de la lutte, vous ne croyez pas que si tout cela est fait, beaucoup de choses peuvent changer dans le Livradois ? La misère et l'oppression séculaires peuvent reculer. Vous ne le croyez pas ?

Nous, communistes, nous le croyons.

Voilà pourquoi nous disons que la création d'une section aux ACL fut une victoire pour tout le peuple du Livradois. Parce que les ACL, c'est la « forteresse ouvrière » du coin et que la classe ouvrière, c'est la classe décisive, celle qui peut et doit entraîner tout le peuple dans la lutte.

Mais pour cela, il faut que la section applique une juste ligne de lutte de classe.

Qu'est-ce qu'une ligne syndicale de lutte de classe ? En définitive, ça tient en quelques principes simples :

- Premièrement, pour arracher les revendications, on compte uniquement sur le rapport de force face au patron, et nullement sur la négociation. Ce n'est pas en essayant de « convaincre » par de bons arguments qu'on fait céder le patron, mais uniquement par notre force, notre détermination et notre unité.

- Deuxièmement, pour conduire la lutte, le syndi-

cat doit pratiquer la démocratie. Rien ne doit se décider ou se faire sans le contrôle et l'accord des ouvriers en grève. Imposer la reprise du travail alors que, par trois fois, les ouvriers ont voté la poursuite, ce n'est pas juste. Ce n'est pas normal.

- Troisièmement, il faut mener une lutte constante pour unir les ouvriers et, autour des ouvriers, unir l'ensemble du peuple.

Unir les ouvriers français et immigrés, combattre pied à pied le racisme. C'est une grave erreur de ne pas prendre la défense d'un ouvrier immigré, victime des provocations racistes d'un petit chef.

Unir les ouvriers et les paysans pauvres, victimes

tous les deux du capitalisme.

Travaillant dur et gagnant peu, l'ouvrier et le petit paysan ne sont-ils pas dans la même situation ? Qui a intérêt à les diviser sinon les capitalistes et le pouvoir à leur service qui vivent de la sueur des deux ? Unis les ouvrier et les paysans sont une grande force. Le syndicat doit travailler à cette unité.

Voilà l'orientation que le syndicat doit prendre pour redresser la situation et ne pas renouveler les erreurs du passé.

C'est cette orientation que les militants du PCML défendent.

Correspondant Auvergne

Abonnez-vous à l'Humanité rouge Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom
Prénom
Rue
Commune
Code postal

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18 CCP : 30 226 72 D La Source Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesse
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1978

Ici, l'ouvrier n'est pas tout à fait ouvrier. Il est encore paysan, attaché à la terre. A l'époque des foins, à l'usine, c'est l'hémorragie, l'absentéisme galopant. Ici, le paysan à l'usine ne fait pas des heures supplémentaires, il n'y voit pas la surexploitation, « il prend de l'avance » tout simplement, comme dans son champ. Parmi eux, seule une poignée sont des ouvriers à part entière. Une trentaine d'immigrés et quelques Français égarés, perdus dans ce baigné de la montagne auvergnate. On vient de loin pour glaner les quelques centaines de francs des fins de mois. Les ACL sont la plus grosse usine à 50 km à la ronde (à l'exception de l'UCLAF). D'autant plus que, récemment, avec la crise, à Ambert et autour, les dernières petites usines ferment ou battent de l'aile. Qui ne veut pas partir pour Clermont, Saint-Etienne ou Lyon, qui ne veut pas s'arracher complètement au pays, doit aller « chez Teilhol ».

UNE REGION QUI MEURT...

Tout autour, les petits paysans ruinés qui n'en finissent pas de mourir. Le désert qui s'installe. Quelques vieilles fermes transformées en résidence secondaire et beaucoup d'autres envahies par les ronces. C'est ici, dans la capitale politique et administrative du Livradois, à Ambert, que Giscard est venu faire un discours d'autosatisfaction lors de sa dernière visite en Auvergne.

Il le peut. Les notables tiennent encore le haut du pavé et roucoulent de satisfaction autour de lui. Mais, dans les fermes ici, les vieux paysans — car ils sont tous vieux — avec leurs 4 ou 5 vaches ne se font pas d'illusions. Des dizaines de millions promis, ils n'en verront pas la couleur. Ils iront dans d'autres poches que les leurs.

Ici, dans les campagnes, des dizaines d'années de dépeuplement ont fini par créer une sorte de fatalisme. Ça fait tellement de générations que la montagne se vide, perd ses enfants, qu'on avait fini par croire qu'elle était une réserve inépuisable. Mais cette fois-ci, on atteint le fond. Derrière, c'est le désert.

Ici, on s'accroche à tout pour survivre, pour rester au pays. On voit des vieilles s'escrimer, perdre leur vue et leurs dernières forces à faire de la dentelle — de l'authentique dentelle « fait main » — pour quelques pièces de 1 F par jour.

Ici, on cueille les myrtilles et les champignons pour les revendre. Certains marchands astucieux ont même fait fortune là-dessus : le collectage et la revente des champignons cueillis par les paysans. Il n'y a pas de sot profit. Il y a aussi les scieries car la forêt gagne sur les prés, chasse le paysan. C'est encore pire. On cite le cas d'un ouvrier d'une scierie, un Turc : il était malade, un ulcère à l'estomac, mais il continuait à travailler. On a fini par l'envoyer de force à l'hôpital. Pour quelques prétextes propres à la paperasserie administrative, il ne touchait plus ses allocations familiales. Ses gamins mouraient littéralement de faim. C'est pour cela qu'il ne voulait pas aller à l'hôpital. Les voisins ont fini par s'en émouvoir.

Quant aux ouvriers agricoles, n'en parlons même pas. C'est encore pire. Dans cette ambiance de misère et d'exploitation moyenâgeuses, c'est tout juste si les ACL ne feraient pas figure de privilégiés.

Bien sûr, la misère et l'oppression engendrent la révolte. Mais ce n'est pas si facile. Il y a eu plusieurs luttes lors de la fermeture de la voie ferrée Thiers-Arlanc. Il y a eu aussi des actions « sauvages » des paysans pour arracher des plantations de sapins. Car, ici, les



Paysage d'Auvergne. Le Livradois est situé à l'ouest de Saint-Etienne et au sud-est de Clermont-Ferrand. C'est une région qui, comme trop d'autres en Auvergne, est exsangue, sans industrie, vidée par l'exode rural. Dans les quelques usines décentralisées, l'exploitation est implacable.

Ateliers de construction du Livradois-Arlanc (Puy-de-Dôme)

Quand le capitalisme décentralise ...

LES Ateliers de construction du Livradois (ACL) se sont installés à Arlanc, près d'Ambert, il y a une quinzaine d'années. C'est ici qu'on fabrique les voitures en matière plastique. La « décentralisation » présentée comme un miracle au début, on commence à mieux la connaître aujourd'hui. Dans une région exsangue, sans industrie, vidée par l'exode rural, l'implantation d'une usine est présentée par les pouvoirs publics et les notables comme un véritable bienfait du ciel. Avec les sourires et les courbettes des notables de tous bords, le capitaliste empoche primes, subventions et avantages divers afin de mieux pouvoir s'installer. Très rapidement pourtant, la réalité crue va apparaître :

- « Que voilà donc une belle usine, M. Teilhol ».
- « C'est pour mieux pouvoir t'exploiter mon enfant. »

Salaires de misère, arbitraire patronal, conditions de travail intolérables, répression terroriste contre toute tentative d'organisation syndicale : la décentralisation apparaît bientôt sous son vrai jour, celui de l'exploitation implacable et sans merci. Ici, aujourd'hui encore, en novembre 1978, et malgré les luttes de ces dernières années, la quasi-totalité des ouvriers est encore payée au SMIC. Moins de 2 000 F par mois. Ici, on comprend mieux la gravité de la décision des directions syndicales d'abandonner le principe du SMIC lors des récentes négociations par branche. Ici, le SMIC, ça pèse lourd.

plantations de sapins chassent le paysan.

LA SECTION SYNDICALE

L'usine ACL, c'est donc le centre, la « forteresse ouvrière » de cette région en voie de désertification. Déjà, plusieurs fois, la CGT avait essayé de monter une section. A chaque fois, la répression impitoyable avait

cassé les reins à toute velléité d'organisation. Il faut dire que la ligne électoraliste de la direction CGT avait facilité les choses au patron. A chaque fois qu'on avait quelques ouvriers décidés à s'organiser, on les envoyait au casse-pipe en les mettant tout de suite en avant pour demander des élections de délégués. Et chaque fois, c'était la même chose : une fois les éléments combattifs repérés, le patron les iso-

lait, tentait de les acheter et, s'il n'y parvenait pas, c'était la porte. De plus, les responsables de l'UL-CGT ne comprenaient pas les problèmes de ce prolétariat paysan. Prétextant de leur inexpérience, ils chapeautaient tout et ne leur laissaient aucune initiative. Ils manquaient de confiance, quand ils ne manifestaient pas de mépris envers eux. Si bien que les quelques éléments syndiqués se trouvaient

rapidement coupés de la masse des travailleurs. Le patron pouvait ainsi s'en débarrasser sans grandes difficultés.

Pourtant, en 1976, il y a un fait nouveau. Quelques ouvriers s'adressent à l'UL-CFDT. Cette fois-ci, le travail est mieux fait ; le climat y est. On a tiré les leçons des échecs successifs. C'est tout le monde ou pas du tout. A la première réunion constitutive du syndicat, il y a plus de 200 travailleurs. La section réunit d'emblée 160 adhérents. C'est énorme pour une usine employant 300 personnes.

A la salle des fêtes de la mairie d'Arlanc, les premiers militants et les membres de l'UL n'en reviennent pas. Ils attendaient 20, 30 personnes au maximum. Mais 200, quasiment toute l'usine d'un seul coup !

Le plus surprenant, c'est que les 200 ne se trouvaient pas encore assez nombreux. Il manquait encore une bonne cinquantaine d'ouvriers absents. Comme il fallait s'y attendre, la grève a suivi.

QUELQUES EXPERIENCES SYNDICALES

C'est ici qu'on a commencé à faire mieux connaissance avec les syndicats et la ligne qu'ils suivent.

Tout d'abord, bien entendu, on a eu droit à un spécialiste venu de l'Union régionale pour diriger la lutte et mener les négociations. En soi, rien à dire. Car on ne peut nier que les ouvriers des ACL manquent d'expérience syndicale.

Ensuite, on a eu droit à la CGT sous prétexte qu'ils avaient quelques syndiqués dans une petite succursale des ACL à Ambert (qui n'était même pas en grève en plus !). Faut dire qu'à l'époque, on était en pleine période « Programme commun » et les responsables CFDT ne pouvaient pas aller pisser sans demander la permission à la CGT.

Si bien que la direction de la grève a fini par échapper complètement aux ouvriers des ACL pour échoir à quelques permanents et spécialistes complètement extérieurs à l'usine et ne connaissant rien du coin.

C'est quand il a fallu reprendre le travail que la cassure est apparue dans toute sa dimension. Les spécialistes es-négociations avaient obtenu 6 % (alors que les ouvriers demandaient une augmentation uniforme). Ils estimaient qu'il fallait reprendre. Pour cela, ils ont fait voter trois fois. Premier vote à main levée : majorité écrasante pour la continuation. Voyant cela, la CGT demande le vote à bulletin secret plus « démocratique ». Même résultat, les trois quarts sont pour la poursuite. Là, le secrétaire de l'UD-CGT explique qu'à son avis il y avait des ouvriers qui n'avaient pas compris, notamment des immigrés qui auraient confondu les bulletins pour ou contre la grève. En fait, il prenait ouvertement les ouvriers pour des cons (même pas capables de voter correctement !), avec en plus une petite pointe de racisme (les immigrés, en particulier, ils n'ont pas dû bien comprendre quel bulletin prendre).

A force de magouiller, ils obtiennent un troisième vote et, encore une fois, il y a la majorité pour la grève. Finalement, on a repris le travail quand même, écumés, mais le prestige du syndicat en avait pris un coup.

En dépit des manœuvres et du malaise qui a suivi, il n'y avait pas que du négatif. Pour la première fois aux ACL, on avait une section syndicale forte et, par la lutte, on avait obtenu quelque chose.

Correspondant Auvergne (Suite page 7)